

Jean Lahiniriko organise sa défense face à la menace de destitution initiée par son désormais ancien parti. Avec le bras de fer à Tsimbazaza, le pays entre dans une période de crise institutionnelle.

Du tac au tac. Aux lendemains de son exclusion du Tim, le président de l'Assemblée nationale annonce, "en direct", sa démission de sa formation politique. Il entend contrer la menace d'une motion de destitution initiée par son ancien parti contre lui en misant sur ses atouts, entre autres, la création de son propre groupe parlementaire.

"Le groupe parlementaire pour le développement de Madagascar (GPDM) est né. Il regroupe une quarantaine de députés Tim qui ne supportent plus l'abus de pouvoir et l'unilatéralisme", a tonné le président de l'Assemblée nationale, lors de son discours d'ouverture de la session parlementaire à Tsimbazaza, hier

La réponse de Jean Lahiniriko ne se fait donc pas attendre face à la menace d'une motion de destitution concoctée par le Tim. La tactique du président de l'Assemblée nationale reste simple. Elle table sur un éventuel échec du parti présidentiel à rameuter plus de 107 députés nécessaires pour faire adopter la motion, sur les 112 élus sous la bannière Tim. Pour ce faire, le trésorier de l'Eglise luthérienne recrute parmi les éléments de son ancien parti dont la liste n'est pas encore dévoilée. Il espère également l'appui des trois autres groupes parlementaires, l'Avi, le GPR et le RPSD-RPSD Vaovao, pour faire barrage contre la tentative du parti majoritaire.

Moment de vérité.

Le président du Tim, Solofonantenaina Razoarimihaja, carte l'existence de crise à l'Assemblée nationale.

Le président menacé profite de son "micro" et de son "temps d'antenne" pour lancer un discours incendiaire à l'encontre du pouvoir. "En tant que porte-parole du peuple", il dénonce la "pratique du gouvernement", et le "peu d'impact" des actions de l'Exécutif. Il a également égratigné au passage l'institution qu'il dirige et la majorité Tim en laissant entendre une "défaillance" de cette dernière dans son attribution de contrôle.

La guerre des chiffres commence à faire rage à Tsimbazaza. "Fort" de l'appui d'une "quarantaine" d'élus dissidents du Tim, les partisans de Jean Lahiniriko se veulent optimistes. "Mathématiquement, la destitution de notre président n'est plus possible. Que le Tim s'aventure pour une destitution et on verra", a analysé le député Saina Michel. Son compagnon de lutte, Zakahely Boniface n'a pas caché sa jubilation de voir une "nouvelle

majorité" émerger à l'Assemblée nationale. Le président du Groupe GPR veut tout simplement provoquer le Tim en le qualifiant de "naïf s'il ose rééditer le coup de la destitution".

Jean Lahiniriko tente également d'assurer ses arrières en dehors du "Palais de la démocratie".

La preuve, le GPDM n'est que le corollaire de l'Association pour le développement de Madagascar (ADM), qui se déploie déjà sur le terrain pour le soutenir.

De son côté, le parti présidentiel ne se laisse pas impressionner. "Le nombre de 40 élus dans le camp de Jean Lahiniriko n'est qu'un coup de bluff et un effet d'annonce, rétorque Mahafaritsy Samuel. Le nombre de parlementaires répondant à la convocation du bureau politique au Magro, hier, en était la preuve".

Jean Lahiniriko a trouvé une parade face à la menace.

Le Tim fourbit ses armes et poursuit sa démarche visant à évincer Jean Lahiniriko du perchoir. Et la conférence des Présidents livrera dès aujourd'hui quelques indices sur les vrais rapports de force à Tsimbazaza. Le parti présidentiel compte ainsi inscrire dans l'ordre du jour de ce mois sa

motion de destitution car il n'a pas intérêt à faire traîner les choses.

Et les tractations vont bon train, dans l'un comme dans l'autre camp, jusqu'au dernier moment pour engranger le plus de députés. En attendant, le pays entre dans une période de crise institutionnelle, malgré la réfutation de Razoarimihaja Solofonantenaina, président du Tim.

Iloniaina A..